

Résolution proposée par la République orientale de l'Uruguay

Thème	Droits politiques et sociaux
Concerne	La légalisation et la prise en charge par l'État du marché du cannabis
L'Assemblée Générale,	
Observant	que dans beaucoup de pays le cannabis est illégal notamment aux Etats-Unis d'Amérique depuis la deuxième moitié du 20ème siècle après la campagne "War on drugs" des Etats-Unis et en Europe après la décolonisation,
Déplorant	que le marché noir de cette drogue douce soit accaparé par des narcotrafiquants et engendre des profits colossaux, évalués à US\$ 320 milliards par année,
Remarquant	que cela provoque une augmentation de la violence, de l'instabilité, de l'insécurité de la population et de la corruption ayant le contrôle sur l'économie et la politique des pays,
Regrettant	que certains pays qui se tournent déjà vers la légalisation du cannabis, en autorisant sa consommation, n'aillent pas jusqu'au bout n'étant légalisé que partiellement pour des fins thérapeutiques, et n'étant pas pris en charge, obligeant la population à se tourner toujours vers le marché illégal,
Affirmant	que grâce à la légalisation du cannabis en Uruguay, le narcotrafic a perdu 18% de son marché,
Garantissant	que légaliser et contrôler le marché du cannabis pousserait l'économie des pays vers le haut, sécuriserait la population et aiderait dans le domaine de la santé,
Décide	de légaliser le cannabis à tous les niveaux: de la production jusqu'à la consommation, et que tout cela soit pris en charge par chaque pays ; <ul style="list-style-type: none">- de se battre contre le marché illégal du cannabis en leur donnant une concurrence loyale ;- que l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC) veille à ce que tous les pays qui mettent en place cette légalisation la respecte, afin qu'il n'y ait pas de concurrence entre les pays et donc qu'elle soit effective ;- de normaliser et inclure la consommation de cannabis dans la société à travers des campagnes éducatives incitant le consommateur à acheter légal, tout en rappelant ses effets nocifs ;- d'inviter tous les pays à appliquer cette résolution dans leur pays, car cette législation serait beaucoup plus effective si tous les pays l'adoptaient.

Le texte français fait foi